

un traité incertain (extraits)

de Lisbonne serait entériné. Les tenants du traité y ont un intérêt évident d'autant qu'ils sont très inquiets devant la crise politique à Prague qui paralyse le processus de ratification. A gauche, cette banalisation est cohérente avec la stratégie de rassemblement autour du Non. Or il faut le rappeler: **le traité de Lisbonne n'est pas ratifié**. Et les obstacles s'accroissent.

Ce traité, copie conforme du traité constitutionnel rejeté par une majorité de françaises et de français, d'électeurs de gauche, et notamment socialistes, a certes été ratifié en France par la voie parlementaire début 2008. Le refus de référendum fut alors considéré par une majorité de nos concitoyens comme un déni de démocratie. En l'état actuel des choses le traité reste bloqué suite au non irlandais au référendum de juin 2008. Depuis, le processus de ratification a été poussé à marche forcée, comme pour isoler les Irlandais. Ceci étant, il n'a pas encore été ratifié par la République tchèque et le Président polonais doit attendre l'accord irlandais pour apposer son indispensable signature. En Allemagne, on est toujours en attente de la validation par la Cour suprême. On sait les pressions pour l'organisation d'un nouveau référendum en Irlande, prévu officieusement en octobre, après les élections européennes, afin qu'il puisse entrer en vigueur si possible le 1er janvier 2010. Pourtant ce scénario est sérieusement bousculé. L'Irlande est un des pays les plus touché par l'effondrement financier et ses conséquent récessives. Le mécontentement et les inquiétudes ont pris la forme d'une impressionnante manifestation réussissant le 21 février plus de 120 000 personnes dans les rues de Dublin. Le moment paraît donc délicat pour organiser une nouvelle consultation, même si des concessions ont été accordées et si les partis favorables à la ratification agitent le chantage à la crise. Dans cette incertitude, les événements de Prague en rajoutent sur les obstacles pour la ratification. Plus encore au plan politique, avec la crise, la faillite des politiques libérales le rend obsolète. Que deviennent les

dogmes libéraux fondateurs dont nous avons fait la critique à juste titre, et avec quelle efficacité, pour réfuter le traité constitutionnel ? Quid de la concurrence libre et non faussée ? Que devient la libre circulation des capitaux ? Quid des aides publiques comme entraves à la concurrence ? De l'indépendance et des missions de la BCE ? Ainsi, la crise, comme la victoire du non, légitimement avec l'exigence grandissante de changement, la cohérence d'une campagne centrée sur le changement en France et en Europe.

Dès lors, qu'est-ce qui peut mettre le plus en difficulté les tenants de la continuité ? On peut focaliser la polémique sur le rappel de leur soutien au traité de Lisbonne. Est-on certain que ce soit le critère de choix et de mobilisation pour l'électorat populaire ?

« Dès lors, c'est à partir des préoccupations, des angoisses et des réponses à apporter aux urgences sociales, que se construirait la campagne des élections européennes. Sur cette base, les citoyens pourraient faire la différence entre les différentes listes, évaluer l'utilité du vote pour les listes du « Front de gauche pour changer d'Europe », et la sincérité d'un appel à un rassemblement qui ne s'enfermerait pas à la gauche de la gauche. Certes un tel choix bouscule une conception de la politique qui fait de la différenciation négative à gauche la clé du choix politique et du rassemblement. Mais à faire du rejet d'un traité qui à ce jour n'a pas d'existence réelle la référence centrale pour le rassemblement, pour des non-dits stratégiques, on se coupe du mouvement réel. Alors qu'on peut faire du blocage du traité de Lisbonne une opportunité, sans en faire l'alpha et l'oméga de la campagne mais tout simplement pour avoir prise sur la réalité. Ainsi, forts du besoin de changement et d'unité qui s'exprime dans le mouvement populaire, plutôt que vouloir rejouer le scénario d'une bataille passée, ne serait-il pas plus efficace de passer du 29 mai 2005 au 29 janvier 2009 ? » (intégrale de ce texte sur le site de *communisme21*)

Daniel Cirera, membre du conseil national du PCF

Elections européennes - Circonscription Nord Ouest

Aisne, Eure, Manche, Nord, Oise, Orne, Seine Maritime, Somme, Pas de Calais, Calvados

Comité de soutien à la liste *óFront de Gauche pour Changer d'Europe* ô

conduite par **Jacky HENIN**, député européen

Face à la crise, ensemble pour changer en France, changer en Europe

Je rejoins le comité de soutien de la liste « Front de Gauche » conduite par Jacky Hénin

NOM : **Prénom :**

Adresse : **Tél :**

Qualité : **Mail :**@..... **Signature :**

Jäppelle à voter le 7 juin pour les candidats de la liste « Front de Gauche pour changer d'Europe » de la circonscription Nord Ouest conduite par Jacky Hénin, député sortant.

À renvoyer à PCF27 - BP 855 - 27008 Evreux Cedex

LES COMMUNISTES DE LA MADELEINE INTERPELLENT LES MINISTRES

Deux ministres d'un seul coup en promenade électorale (déguisée) dans leur quartier, cela fait beaucoup, beaucoup trop ! aussi les communistes de la Madeleine ont-ils décidé de les accueillir pour leur parler du pays comme l'on dit, enfin bref, des vrais problèmes. Vous lirez ci-dessous des extraits de leur lettre d'accueil qui a permis d'interpeller B. Le Maire - qui s'est arrêté un bref instant devant Alice Albertini et Christian Jutel, entourés d'une dizaine de militants du PCF du quartier - au sujet de Glaxo, ceux-ci lui rappelant ses responsabilités afin que les dirigeants de cette entreprise assument leurs responsabilités vis-à-vis des salarié-e-s et pérennisent les emplois.

« ë Après votre petit tour électoral en centre-ville de ce jour, bien protégé par vos fonctions ministérielles, vous voilà, au cõ ur des vrais problèmes, dans notre quartier de La Madeleineë Nous ne vous souhaitons pas la bienvenue ! Car ici la souffrance n'est pas un vain mot.

D'ailleurs, malgré vos sourires, nous n'oublions pas que, vous êtes l'ingénieur, le promoteur, voire l'inventeur (?) du Contrat Première Embauche (dit CPE) qui a mis tant de jeunes dans la rue en 2006. C'est bien normal puisqu'à l'époque vous étiez le chef de cabinet de M. de Villepin, 1^{er} ministre ! Sur ce coup-là vous aviez perdu, contre les jeunes, contre la rue !

é Vous vous démenez, d'après la presse locale, pour la pérennité du site Glaxo sur Evreux. Vous conseillez entre autres aux salarié-e-s de ne pas faire grève. En attendant chez Glaxo, comme dans les 22 entreprises de notre département qui licencient à tour de bras, les salarié-e-s ne se contentent plus de mots, ni de vagues promesses, ils veulent du concret : du travail, des salaires décents et surtout qu'on les respecte.

Nous aimerions vous croire, à ceci près que la réalité du système que vous essayez de défendre vous rattrape chaque matin ! Madame Parisot, présidente des patrons, le dit et le répète à longueur d'antennes : « libérez la liberté d'entreprise ! » è tout un programme

é Alors M. Le Maire, Mme Rama Yade, avez-vous l'intention de débattre réellement, en direct avec nous, de toutes ces questions qui taraudent nos vies et sont à des années lumières de vos apparitions photographiques dont nous n'avons que faire ? Oui, avez-vous l'intention de venir parler sur le fond de toutes

ces questions qui sont au cœur des enjeux de ces élections du 7 juin prochain pour lesquelles il faudrait donner à chacune et chacun des partis et mouvements en « compétition » le droit de donner leur point de vue, à égalité de traitement, quelle que soit leur influence électorale ? présupposée ? Sans ce débat démocratique, c'est la dictature des idées qui avance non ?

Ce soir, vous participez à une réunion déguisée de l'UMP
Est-elle conforme à la loi électorale ? Nous verrons bien
De toute façon, le dimanche 7 juin les électrices et électeurs
auront le dernier mot !

Mais aujourd'hui, l'essentiel pour nous, doit se construire dans le débat citoyen, à ciel ouvert.

Nous vous proposons, M. Le Maire et Mme Yade, un débat justement à ciel ouvert, franc, public, en plein air, dans ce quartier de La Madeleine où nous avons la pratique et la passion de débattre en dehors des fioritures, sans a priori, sans faux-semblants et où chacun-e compte pour un !

Nous vous proposons, à vous les représentants de l'UMP de M. Sarkozy, et à toutes les autres formations politiques en compétition, un débat contradictoire sur ces questions de l'Europe - en présence de notre député européen, Jacky Hénin, tête de liste du Front de Gauche aux élections européennes du 7 juin prochain - le mercredi 27 mai de 12 à 14 h, à la Madeleine, allée verte, autour d'une grillade. Chiche ? »

Pour les communistes de la Madeleine, Christian JUTEL

Strasbourg pour la Paix



J'étais samedi à Strasbourg et j'ai participé à la manifestation pacifiste gâchée par les casseurs. Alors que l'OTAN choisit l'escalade en Afghanistan, alors que son nouveau secrétaire général Foch Rasmussen fait alliance avec l'extrême droite au Danemark, rien n'est plus urgent aujourd'hui que d'agir pour la paix

dans le monde et de s'opposer à la vassalisation de la France que Monsieur Sarkozy fait entrer dans le rang atlantiste. Mais samedi, M. Sarkozy avait choisi la violence contre les voix de la paix.

Dès la sortie de la gare, la présence policière était imposante. Plus aucun bus, plus aucun tram en service et cœst avec mille difficultés quœune partie seulement des manifestants est parvenue à rejoindre le point de rassemblement, aprœs de nombreux dœtours pour contourner un centre ville interdit d'accœs et en œtat de siœge.

Alors qu'une dizaine de milliers de pacifistes étaient

rassemblés sur une esplanade proche du pont de l'Europe, ils apprenaient que les pacifistes allemands n'étaient pas autorisés à franchir la frontière. Alors que les forces de police françaises et allemandes et l'armée omniprésentes laissaient incendier sans réagir un hôtel et des bâtiments voisins, les manifestants pacifistes étaient eux contraints à quitter l'esplanade où se déroulaient les prises de paroles, asphyxiés et atteints violemment aux yeux par les gaz lacrymogènes tirés dans leur direction.

Et les provocations ne s'arrêtèrent pas là puisqu'après l'obstacle mis par les camionnettes de police à la sortie des manifestants, le parcours prévu fut interdit au dernier moment afin d'entraîner les manifestants dans une souricière qui aurait pu faire des victimes parmi les pacifistes de tout âge qui défilaient à Strasbourg contre toutes les guerres.

Si le sommet de l'OTAN laisse un goût de cendres, nous devons continuer à nous rassembler pour faire triompher la paix dans le monde.

Comme les nombreux strasbourgeois qui arboraient samedi à leurs balcons des drapeaux anti-OTAN, pavoisons et accrochons à nos fenêtres des drapeaux pour la paix.

Jean-Luc LECOMTE
Maire-Adjoint communiste de Vernon